

# ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

WT/MIN(99)/ST/148

2 décembre 1999

(99-5350)

CONFÉRENCE MINISTÉRIELLE  
Troisième session  
Seattle, 30 novembre - 3 décembre 1999

Original: anglais

## SAMOA

### Déclaration de M. Hans Joachim Keil Ministre du commerce et de l'industrie

*(En qualité d'observateur)*

C'est un grand honneur pour moi d'être ici, à cette très importante réunion, et c'est avec un grand respect que je m'adresse à vous, au nom du gouvernement de Samoa.

Samoa, pays insulaire, qui compte parmi les pays les moins avancés, est un membre observateur de l'OMC qui s'est engagé dans le processus d'accession.

L'économie de Samoa, de dimension relativement modeste, souffre d'un certain nombre de faiblesses structurelles qui compromettent ses perspectives de croissance.

Sa dépendance à l'égard d'un nombre restreint de produits agricoles destinés à l'exportation et ses ressources naturelles limitées se traduisent par un important déséquilibre commercial.

Samoa a aussi une dette extérieure relativement élevée, une faible capacité intérieure de mobilisation des ressources, une main-d'œuvre croissante et un chômage urbain en hausse.

Pour équilibrer sa position extérieure et pallier l'insuffisance de ses ressources, l'économie de Samoa est fortement tributaire de l'aide au développement et des transferts de fonds privés.

Les recettes publiques proviennent essentiellement des droits d'importation et de l'impôt sur le revenu.

Cependant, selon notre engagement de libéralisation tarifaire, nous avons beaucoup baissé la plupart de nos droits de douane depuis le 1<sup>er</sup> juillet 1999, les faisant passer d'un maximum de 60 pour cent à un maximum de 20 pour cent.

Notre gouvernement poursuivra sa politique de libéralisation et continuera à adopter des mesures de facilitation des échanges dans le cadre du système commercial multilatéral.

Samoa se situe dans la partie de l'océan Pacifique qui est exposée aux catastrophes naturelles, en particulier aux cyclones qui, ces dernières années, ont fortement endommagé les infrastructures et la production des pays, en particulier sa production agricole.

À cet égard, Samoa s'associe à d'autres petits États insulaires pour demander aux Membres de l'OMC de bien vouloir tenir compte, lorsqu'ils évaluent nos économies, des facteurs économiques et climatiques qui les rendent vulnérables.

Même si Samoa est un acteur relativement modeste du commerce international, il n'en est pas moins touché par les événements et les changements qui surviennent dans l'économie mondiale.

De ce fait, il ne peut pas se permettre d'être marginalisé ou isolé des processus qui modèlent l'économie internationale et notamment les échanges internationaux.

Le gouvernement de Samoa considère qu'il a beaucoup à apprendre des pays plus importants et qu'il pourrait tirer de grands avantages du commerce mondial.

Le processus qui permet aux pays de devenir Membres de l'OMC est considéré, du moins par les pays les moins avancés, comme un exercice astreignant et coûteux.

Samoa ayant engagé ce processus, nous vous demandons, à vous Membres de l'OMC, de permettre aux pays les moins avancés de devenir Membres à des conditions raisonnables au regard de leurs faibles ressources.

À ce propos, Samoa déclare appuyer l'accession à l'OMC de Vanuatu, des Tonga et d'autres PMA, car ces pays ont consacré du temps et des ressources considérables en vue de satisfaire aux diverses conditions qui leur ont été imposées par les Membres existants de l'organisation.

Notre engagement en faveur de la libéralisation complète et de la facilitation des échanges sera encore renforcé lorsque nous ferons partie du système commercial multilatéral.

Samoa est prêt à participer pleinement au futur cycle de négociations et fera tout son possible pour apporter sa contribution à cet important processus.

Nous remercions la ville de Seattle et le gouvernement des États-Unis d'Amérique d'avoir accueilli cette importante réunion.

Nous remercions également le Directeur général et le Secrétariat de l'OMC d'avoir accompli le travail préparatoire et les tâches administratives liés à cette réunion.

---